Elections législatives du 23 Novembre 1958



Robert HUWART

Directeur d'Entreprise

Maire-Adjoint de Nogent-le-Rotrou

Candidat socialiste

ELECTRICES, ELECTEURS,

En mai dernier, la République a failli sombrer dans l'indifférence du peuple.

Il devenait impossible, au nom de la démocratie, de conserver des méthodes qui privaient le pays de gouvernement et le gouvernement d'autorité.

Pour éviter l'aventure et le chaos, des hommes lucides ont choisi une solution raisonnable : l'arbitrage du président de Gaulle.

La vie nationale a franchi une nouvelle étape.

La prochaine doit être décisive.

Le 23 novembre, vous désignerez votre représentant à l'Assemblée nationale.

Je ne vous présente pas un programme, catalogue de réformes ou de promesses.

Je vous résume l'essentiel des problèmes qui devront faire l'objet d'une action soutenue de la part des élus de la nation.

Politique économique et sociale

Il y a actuellement une diminution de l'activité économique.

Il est donc indispensable de donner un élan nouveau à la politique d'investissements, dans les secteurs de l'Energie, du Logement, des branches agricoles et industrielles.

La décentralisation industrielle doit assurer le plein emploi et la sécurité des travailleurs.

Le plan de modernisation et d'équipement, dont l'expérience des dernières années a démontré l'utilité, doit tenir compte des nécessités du Marché commun, qui doit entrer en vigueur en janvier prochain.

La modernisation doit permettre une diminution des prix de revient, rendre les prix français plus compétitifs sur le marché international et profiter par priorité à tous ceux qui travaillent.

Le problème du logement est un problème national.

L'essentiel des efforts doit porter sur la construction massive de logements destinés à être loués ou achetés dans des conditions acceptables par des familles modestes.

Il faut construire par priorité, là où des industries nouvelles se fixent, lutter contre la spéculation, simplifier les formalités administratives.

Dans le secteur agricole

— assurer au producteur un prix rémunérateur et exempt de variation et au consommateur un prix en rapport avec son pouvoir d'achat, trop souvent limité ;

Il y a là quelques intermédiaires spéculateurs à éliminer ;

— protéger l'exploitation familiale en luttant contre le cumul des fermes ;

— développer les crédits à long terme pour permettre aux jeunes cultivateurs de s'installer et de moderniser leur exploitation ;

— rendre plus confortable la vie dans les communes rurales par l'adduction d'eau, l'aide accrue à l'habitat rural et le bon entretien des chemins.

Le bénéfice de certaines lois sociales a été abusivement accordé à des personnes disposant de revenus importants.

Il faut supprimer ces abus et étendre le bénéfice de la Sécurité sociale et des régimes de retraite sur un pied d'égalité à tous ceux qui disposent de ressources limitées, et augmenter l'allocation-vieillesse.

Réforme fiscale

Cette réforme, toujours envisagée, jamais réalisée, doit s'inspirer des principes suivants :

— diminution et simplification des taxes à la consommation et des impôts indirects qui pèsent lourdement sur les revenus modestes ;

— faire payer à chacun des impôts directs en fonction de ses ressources ;

— lutter contre la fraude fiscale.

Enseignement

La France manque, pour s'adapter au monde actuel et à la concurrence internationale, de savants, d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers qualifiés.

Il lui faut faire dans ce domaine un effort exceptionnel pour doter son industrie et son agriculture des moyens humains nécessaires.

L'enseignement technique assorti de culture générale doit tenir désormais la première place, depuis le centre d'apprentissage ouvrier ou agricole jusqu'au laboratoire de recherches.

La démocratisation de l'enseignement est à reprendre. Chaque enfant de quelque condition qu'il soit doit avoir la possibilité de s'élever dans l'échelle sociale.

Collectivités locales

Les collectivités locales sont les cellules essentielles de la nation.

Aussi doit-on :

— assurer aux communes des ressources stables ;

— faciliter le financement des travaux d'équipement locaux ;

— simplifier là aussi les formalités administratives.

Problème algérien - Politique internationale

Depuis toujours, chaque essai de politique libérale en Afrique du Nord a été voué à l'échec, la droite conservatrice n'acceptant aucune concession.

Depuis 4 ans, les gouvernements successifs se heurtent à l'intransigeance des ultras d'Algérie, au fanatisme et à la volonté d'indépendance inconditionnelle des nationalistes algériens.

Une lutte d'influence Est-Ouest qui gravite autour des puits de pétrole, et notamment de ceux mis en valeur au Sahara par le gouvernement Guy Mollet, a une répercussion certaine en Algérie, où l'ingérence de nombreux affairistes étrangers a été démontrée.

La dernière chance de paix et de solution valable réside dans les données du discours prononcé à Constantine par le président de Gaulle.

Puissent les démocrates musulmans et européens d'Algérie faire preuve de compréhension et répondre à l'appel du chef du gouvernement.

En 1956, le même appel, lancé par Guy Mollet, est resté malheureusement lettre morte.

La construction de l'Europe doit être poursuivie et élargie.

Elle est un garant solide de la consolidation de la paix.

ELECTRICES, ELECTEURS,

« L'Echo Républicain », qui patronne MM. July et Hoguet, vous dira que les socialistes ont vidé les caisses de l'Etat.

Je réponds que ce sont surtout des socialistes qui ont assuré le « renouveau » de la Ville de Nogent, trop longtemps sous le seul contrôle des conservateurs immobilistes, MM. Brizard et Hoguet.

En France, dans de nombreuses assemblées communales et départementales, les socialistes ont fait la preuve qu'ils sont des réalisateurs, des bâtisseurs, et qu'ils savent faire face aux responsabilités.

La droite conservatrice rêve d'établir une « nouvelle république » de « notables », représentant essentiellement les classes privilégiées, pour la sauvegarde d'intérêts particuliers.

Le parti communiste prétend, lui, être le seul défenseur du monde du travail, alors que son principal objectif est d'établir coûte que coûte le régime du parti unique, l'égalité au prix de la liberté, même au prix du sang de ceux qu'il prétend défendre.

Il n'appartient pas, en démocratie, à une seule classe de la société de gouverner, quelle qu'elle soit.

Je demande à ceux qui ont voté communiste jusqu'alors, souvent et seulement parce qu'ils étaient mécontents, de réfléchir.

La politique du pire ne conduit à rien.

Depuis 5 ans, je lutte à Nogent pour un programme conforme à l'idéal de la démocratie et de la justice sociale

Elu, je lutterai sans défaillance pour défendre l'intérêt général de la nation et de la 3e circonscription d'Eure-et-Loir ; pour une République plus tolérante, plus juste, plus humaine.

Robert HUWART.

Imp. de « La Liberté du Perche » - Nogent-le-Rotrou - 11-58